

Affaires extérieures

Sans vouloir approfondir cette question dans le présent débat, je crois qu'il est important de dire très clairement que nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne sommes pas optimistes du tout quant au degré de planification ou même au degré d'analyse effectuée par le gouvernement du Canada relativement à notre situation économique internationale. Nous croyons que le gouvernement a tendance à parler des problèmes et à éviter de parler du danger de plus en plus grand qui menace le Canada à mesure que les autres pays perfectionnent leur technologie, leur productivité, leur capacité d'être concurrentiels, beaucoup plus efficacement que ne le fait notre pays.

Je crois qu'il serait bon que j'effleure également, puisque le ministre a soulevé cette question, le sujet des négociations relatives aux frontières maritimes. Nous sommes heureux d'apprendre qu'elles se poursuivent rondement, mais je crois que le ministre conviendra que ses propos sont sujets à interprétation, puisqu'il semble que les négociations vont maintenant tellement bien que les négociateurs ont dû demander un mois de plus pour les mener à bien. Je tiens à préciser un point que des représentants de notre parti ont soulevé auparavant, c'est que ces négociations auraient très vraisemblablement été accélérées si l'industrie canadienne de la pêche, dont les représentants connaissent la question des frontières de pêche et leur importance pour le pays, avait été beaucoup mieux représentée au sein de l'équipe de négociations canadienne.

[Français]

Monsieur le président, si l'on en juge par les remarques du public et des médias, il semble que nous connaissions présentement au Canada une diminution d'intérêt pour les affaires étrangères. Je crois que cette situation est causée en grande partie par notre préoccupation à l'égard de nos sérieux problèmes internes, lesquels touchent à la fois l'unité du Canada et la situation économique en général.

La dimension internationale du Canada n'a jamais été plus importante pour notre avenir qu'elle ne l'est aujourd'hui. Nous avons joué au cours des années un rôle à la fois important et respecté en tant que puissance moyenne dans les affaires mondiales.

[Traduction]

Plus récemment, on nous a signalé ce que nous ne saurions considérer autrement que comme des échecs de la politique internationale du Canada. Parce qu'il s'agit là d'une partie importante du présent débat, je tiens à traiter pendant quelques instants de certains de ces échecs et de certaines de leurs causes. Ainsi, un grand nombre de nos échecs au niveau international sont dus aux mêmes causes que l'échec du gouvernement au Canada. La première de ces causes, c'est que le gouvernement a perdu tout crédit en arborant les plus grands principes et en les abandonnant dans la pratique à la première occasion, et que je reviendrai sur cette cause, j'entends fournir une longue liste d'exemples, y compris un exemple tout nouveau dont le secrétaire d'État aux Affaires extérieures vient de faire état aujourd'hui.

L'autre cause tient aux efforts du gouvernement qui cherche à adapter la réalité à ses théories. Voilà pourquoi sa gestion de la politique linguistique et de la politique économique a échoué. Voilà aussi pourquoi ses tentatives pour modifier en profondeur nos relations de défense avec l'OTAN et nos relations économiques avec les États-Unis ont échoué. Comme s'en souviennent les députés, le premier ministre a pensé

pendant un certain temps que nous pouvions prendre nos distances vis-à-vis de l'OTAN et, pendant les six premières années de son gouvernement, c'est effectivement ce que nous avons fait, avec des conséquences extrêmement déplorables pour le moral de nos forces armées et pour notre réputation auprès de nos alliés. Le gouvernement a maintenant abandonné cette attitude négative face à l'OTAN, cela en partie par une tactique qui fait qu'il modifie ses positions à l'approche des élections, en partie parce que nos alliés européens nous ont fait comprendre que si le Canada n'acceptait pas ses responsabilités envers l'OTAN, nous ne devions pas nous attendre à leur coopération pour les questions économiques.

La seconde théorie du gouvernement qui a abouti à un échec est l'idée que nous pouvions modifier sensiblement nos liens commerciaux avec notre principal associé économique, les États-Unis. C'est l'idée que recouvrait ce qu'on a appelé la «troisième option», le lien contractuel avec la Communauté économique européenne. Cela m'a beaucoup intéressé d'entendre le ministre nous exposer les avantages et la valeur du lien contractuel pour le Canada. Ce que cela signifie aujourd'hui pour le Canada, semble-t-il, c'est la possibilité de prendre place auprès d'autres pays à une table de négociations. Il a fallu un an d'efforts pour y arriver. Le ministre dit que c'est important. Je l'admets, mais il aurait probablement été moins coûteux de se contenter de louer une salle quelque part.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre a d'ailleurs reconnu lui-même que les retombées économiques de ce lien contractuel sont peu importantes, pour employer son expression, même si c'est sa raison d'être. Je pense que l'on surestime malheureusement les avantages de ce lien contractuel. Il s'agissait pour le gouvernement canadien de montrer qu'il pouvait briser le cordon ombilical qui le reliait aux États-Unis. L'autre, encore beaucoup moins justifiable, a consisté en une série de petits affronts à l'endroit des États-Unis d'Amérique. C'est un sujet sur lequel j'entends revenir plus tard au cours du présent débat car il s'agit là d'une pratique à laquelle, malheureusement, le premier ministre s'adonne de nouveau depuis quelque temps à la Chambre.

● (1642)

Nous avons encore trop peu de recul pour évaluer pleinement ce qu'il en coûtera au Canada pour avoir modifié ces politiques traditionnelles et nécessaires afin de les adapter aux théories du gouvernement, mais nous savons déjà que cette évolution a eu pour résultat de ternir notre réputation et d'amener les autres pays à nous percevoir comme un pays capricieux, une sorte de peuple de dilettantes, assez riche pour se permettre d'ignorer la réalité pour mieux donner cours à sa fantaisie. Cette inconfortable réputation faite au Canada a été aggravée du fait que le gouvernement actuel a si souvent, au pays comme à l'étranger, dit une chose pour ensuite faire le contraire. En matière de politique étrangère, nous en avons eu deux exemples la semaine dernière, et nous aurons probablement l'occasion d'en avoir un troisième aujourd'hui même.

Tout comme certains de mes collègues, j'entends traiter un peu plus tard des allégations du ministre au sujet d'une entente pendante entre notre pays et les pays de la Communauté économique européenne dans le domaine nucléaire. Je désire fortement prendre connaissance du document qui, de l'aveu du ministre, est disponible, et je suis sûr que, pour éclairer le présent débat, même si ladite entente n'a pas encore été signée